



Violences et manifestations : Toute la lumière doit être faite

La CGT avec la FSU, Solidaires, SAF, UNEF, FIDL, UNL et la LDH demandent l'ouverture d'une enquête parlementaire sur les choix opérés par le ministère de l'intérieur quant au maintien de l'ordre durant les manifestations.

De nombreux manifestant-tes sont victimes de graves dysfonctionnements : délogés, pourchassés, blessés, interpellés par les forces de police alors même qu'ils n'ont commis aucune infraction !

Dans le même temps, certains individus responsables de « casse » sont contenus en tête de cortège sans jamais être neutralisés par les forces de police.

Des policiers syndiqués l'ont d'ailleurs dénoncé : les ordres semblent tarder dans des situations qui exigent une forte réactivité.

De plus, le parquet requiert des peines ou demande des poursuites alors même que les dossiers sont vides de preuve, mais le fait de participer à des manifestations, à des mobilisations est retenu à charge. Nous demandons aussi un éclaircissement sur le rôle du ministère public.

Cette enquête parlementaire est indispensable.

Le droit de manifester est un droit fondamental !

Ce gouvernement ne peut pas le bafouer et opposer la nécessaire sécurité à la liberté d'expression et d'actions.

Nos libertés ne sont ni négociables, ni ajustables.

Nous les voulons pleinement garanties.

communiqué

Confédération Générale du Travail

263 rue de Paris - 93516 Montreuil Cedex - Tel : 01 55 82 80 00

Montreuil, 22 juin 2016 - Ne pas jeter sur la voie publique - www.cgt.fr